



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1992/28/Add.1
3 janvier 1992

FRANCAIS SEULEMENT

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-huitième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Rapport sur la situation des droits de l'homme en Roumanie
présenté par M. Joseph Voyame, Rapporteur spécial nommé
en application de la résolution 1989/75
de la Commission des droits de l'homme

Additif

CONSTITUTION DE LA ROUMANIE

TITRE PREMIER

PRINCIPES GENERAUX

Article premier

L'Etat roumain

- 1) La Roumanie est un Etat national, souverain et indépendant, unitaire et indivisible.
- 2) La forme de gouvernement de l'Etat roumain est la république.
- 3) La Roumanie est un Etat de droit, social et démocratique où la dignité de l'homme, les droits et les libertés des citoyens, le libre développement de la personnalité humaine, la justice et le pluralisme politique sont des valeurs suprêmes et sont garantis.

Article 2

La souveraineté

- 1) La souveraineté nationale appartient au peuple roumain, qui l'exerce par le biais de ses organismes représentatifs et du référendum.
- 2) Aucun groupe et aucune personne ne peuvent exercer la souveraineté en leur propre nom.

Article 3

Le territoire

- 1) Le territoire de la Roumanie est inaliénable.
- 2) Les frontières du pays sont déterminées par une loi organique, dans le respect des principes et des autres normes généralement admises du droit international.
- 3) Le territoire est organisé, sous rapport administratif, en communes, villes et départements. Dans les conditions de la loi, certaines villes sont déclarées municipales.
- 4) Aucune population étrangère ne peut être transférée ou colonisée sur le territoire de l'Etat roumain.

Article 4

L'unité du peuple et l'égalité des citoyens

- 1) L'Etat a à l'origine l'unité du peuple roumain.
- 2) La Roumanie est la patrie commune et indivisible de tous ses citoyens, sans distinction de race, nationalité, origine ethnique, langue, religion, sexe, opinion, appartenance politique, condition ou origine sociale.

Article 5

La nationalité

- 1) La nationalité roumaine s'acquiert, se conserve ou se perd dans des conditions prévues par une loi organique.
- 2) La qualité de citoyen roumain ne peut pas être retirée à celui qui l'a acquise par naissance.

Article 6

Le droit à l'identité

- 1) L'Etat reconnaît et garantit aux personnes appartenant aux minorités nationales le droit de préserver, développer et exprimer leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse.
- 2) Les mesures de protection de l'Etat, pour faire conserver, développer et exprimer l'identité des personnes appartenant aux minorités nationales, doivent être conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination vis-à-vis des autres citoyens roumains.

Article 7

Les Roumains de l'étranger

L'Etat soutient le resserrement des liens avec les Roumains qui vivent à l'étranger et travaille à la préservation, au développement et à l'expression de leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse, dans le respect de la législation de l'Etat dont ils sont les citoyens.

Article 8

Le pluralisme et les partis politiques

- 1) Le pluralisme est dans la société roumaine une condition et une garantie de la démocratie constitutionnelle.
- 2) Les partis politiques se constituent et déploient leurs activités dans les conditions de la loi. Ils contribuent à la définition et à l'expression de la volonté politique des citoyens, dans le respect de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale, de l'ordre de droit et des principes de la démocratie.

Article 9

Les syndicats

Les syndicats se constituent et déploient leurs activités conformément à leurs statuts, dans les conditions de la loi. Ils aident à la défense des droits et à la promotion des intérêts professionnels économiques et sociaux des salariés.

Article 10

Relations internationales

La Roumanie entretient et développe des relations pacifiques avec tous les Etats et, dans ce contexte, des relations de bon voisinage, fondées sur les principes et les autres normes généralement admises du droit international.

Article 11

Le droit international et le droit interne

1) L'Etat roumain s'oblige à remplir intégralement et de bonne foi les obligations qui lui incombent aux termes des traités auxquels il est partie.

2) Les traités ratifiés par le Parlement, conformément à la loi, font partie du droit interne.

Article 12

Les symboles nationaux

1) Le drapeau de la Roumanie est tricolore; les couleurs sont disposées verticalement, à partir de la hampe : bleu, jaune, rouge.

2) La fête nationale de la Roumanie est le 1er décembre.

3) L'hymne national de la Roumanie est "Roumain, éveille-toi".

4) L'emblème du pays et le sceau de l'Etat sont établis par des lois organiques.

Article 13

La langue officielle

La langue officielle en Roumanie est le roumain.

Article 14

La capitale

La capitale de la Roumanie est le municipe de Bucarest.

TITRE II

LES DROITS, LES LIBERTES ET LES DEVOIRS FONDAMENTAUX

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS COMMUNES

Article 15

L'universalité

1) Les citoyens jouissent des droits et des libertés consacrés par la Constitution et par d'autres lois et ils ont les obligations prévues par elles.

2) La loi ne décide que de l'avenir, à l'exception de la loi pénale plus favorable.

Article 16

L'égalité en droits

1) Les citoyens sont égaux devant la loi et les autorités publiques, sans privilèges ni discrimination.

2) Personne n'est privilégié devant la loi.

3) Les fonctions et les dignités publiques, civiles ou militaires ne peuvent être remplies que par les personnes qui ont la nationalité roumaine et résident dans le pays.

Article 17

Les citoyens roumains à l'étranger

Les citoyens roumains jouissent à l'étranger de la protection de l'Etat roumain et ils sont tenus de remplir leurs obligations, exception faite de celles qui ne sont pas compatibles avec leur absence du pays.

Article 18

Les étrangers et les apatrides

1) Les étrangers et les apatrides qui vivent en Roumanie jouissent de la protection générale des personnes et des biens, garantie par la Constitution et par d'autres lois.

2) Le droit d'asile est accordé et retiré dans les conditions de la loi, dans le respect des traités et des conventions internationaux auxquels la Roumanie est partie.

Article 19

L'extradition et l'expulsion

- 1) Le citoyen roumain ne peut être extradé ou expulsé de Roumanie.
- 2) Les étrangers et les apatrides ne peuvent être extradés qu'aux termes d'une convention internationale ou bien dans des conditions de réciprocité.
- 3) L'expulsion et l'extradition sont décidées par la justice.

Article 20

Les traités internationaux portant sur les droits de l'homme

- 1) Les dispositions constitutionnelles concernant les droits et les libertés des citoyens seront interprétées et appliquées en concordance avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, avec les pactes et les autres traités auxquels la Roumanie est partie.
- 2) S'il y a des non-concordances entre les pactes et les traités portant sur les droits de l'homme auxquels la Roumanie est partie et les lois internes, la priorité revient aux réglementations internationales.

Article 21

Le libre accès à la justice

- 1) Toute personne peut s'adresser à la justice pour faire défendre ses droits, libertés et intérêts légitimes.
- 2) Aucune loi ne peut limiter l'exercice de ce droit.

CHAPITRE II

LES DROITS ET LES LIBERTES FONDAMENTALES

Article 22

Le droit à la vie et à l'intégrité physique et psychique

- 1) Le droit à la vie et le droit à l'intégrité physique et psychique de la personne sont garantis.
- 2) Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des punitions ou des traitements inhumains ou dégradants.
- 3) La peine de mort est interdite.

Article 23

La liberté individuelle

- 1) La liberté individuelle et la sécurité de la personne sont inviolables.
- 2) La fouille, la garde à vue ou l'arrestation d'une personne ne sont permises que dans les cas et avec le respect de la procédure prévus par la loi.
- 3) La garde à vue ne peut pas excéder 24 heures.
- 4) L'arrestation se fait en vertu d'un mandat émis par un magistrat pour une durée de maximum 30 jours. La personne arrêtée peut déposer plainte devant le juge quant à la légalité du mandat et le juge est tenu de s'y prononcer par une ordonnance motivée. C'est au tribunal de décider de la prolongation de l'arrestation.
- 5) La personne mise en garde à vue ou arrêtée est informée aussitôt, dans la langue qu'elle comprend, des raisons de la garde à vue ou de l'arrestation et de l'accusation, dans le plus bref délai, l'accusation lui sera communiquée seulement en présence d'un avocat de son choix ou nommé d'office.
- 6) La mise en liberté de la personne gardée à vue ou arrêtée est obligatoire si les raisons de ces mesures ont cessé.
- 7) La personne en état d'arrestation préventive a le droit de demander sa mise en liberté provisoire, sous contrôle judiciaire ou sur caution.
- 8) Jusqu'à la prononciation du verdict définitif toute personne est présumée innocente.
- 9) Aucune peine ne peut être établie ou appliquée que dans les conditions et en vertu de la loi.

Article 24

Le droit à la défense

- 1) Le droit à la défense est garanti.
- 2) Pour la durée du procès, les parties ont droit à l'assistance d'un avocat de leur choix ou nommé d'office.

Article 25

La libre circulation

- 1) Le droit à la libre circulation, dans le pays et à l'étranger, est garanti. La loi fixe les conditions de l'exercice de ce droit.
- 2) Le droit de tout citoyen d'établir son domicile ou sa résidence dans toute localité du pays, d'émigrer, ainsi que de revenir dans son pays est assuré.

Article 26

La vie intime, familiale et privée

- 1) Les autorités publiques respectent et protègent la vie intime, familiale et privée.
- 2) Toute personne physique a le droit de disposer d'elle-même si elle ne porte pas atteinte aux droits et aux libertés d'autrui, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

Article 27

L'inviolabilité du domicile

- 1) Le domicile et la résidence sont inviolables. Nul ne peut pénétrer ni rester dans le domicile ou dans la résidence d'autrui sans son consentement.
- 2) Il peut être dérogé par la loi aux dispositions du premier alinéa dans les situations suivantes :
 - a) pour exécuter un mandat d'arrêt ou un arrêt du tribunal;
 - b) pour écarter un danger qui menace la vie, l'intégrité physique ou les biens d'autrui;
 - c) pour défendre la sûreté nationale ou l'ordre public;
 - d) pour prévenir la propagation d'une épidémie.
- 3) Les perquisitions ne peuvent être ordonnées que par le magistrat et ne peuvent être faites que dans les formes prévues par la loi.
- 4) Les perquisitions pendant la nuit sont interdites, sauf le cas de flagrant délit.

Article 28

Le secret de la correspondance

Le secret des lettres, des télégrammes et des autres envois postaux, des conversations téléphoniques et des autres moyens légaux de communication est inviolable.

Article 29

La liberté de conscience

- 1) La liberté de pensée, d'opinion et la liberté de religion ne sauront être aucunement limitées. Nul ne peut être contraint à adopter une opinion ou à adhérer à une religion contraire à ses propres convictions.

2) La liberté de conscience est garantie; elle doit se manifester dans un esprit de tolérance et de respect réciproque.

3) Les cultes religieux sont libres et ils s'organisent selon leurs propres statuts, dans le respect de la loi.

4) Tous moyens, formes, actes et actions destinés à semer la discorde sont interdits dans les relations entre les cultes.

5) Les cultes religieux sont autonomes face à l'Etat et ils bénéficient de son soutien, y compris dans la mise en oeuvre de l'assistance religieuse dans l'armée, les hôpitaux, les pénitenciers, les asiles et les orphelinats.

6) Les parents et les tuteurs ont le droit d'assurer, selon leurs propres convictions, l'éducation des enfants mineurs qu'ils ont à la charge.

Article 30

La liberté d'expression

1) La liberté d'expression des pensées, des opinions, des croyances et la liberté de création des oeuvres de toutes sortes, par la parole, par écrit, par des sons, par des images ou par d'autres moyens de communication sont inviolables.

2) La censure de toute sorte est interdite.

3) La liberté de la presse implique la liberté d'éditer des publications.

4) Aucune publication ne peut être supprimée.

5) La loi peut imposer aux mass media l'obligation de rendre publique leur source de financement.

6) La liberté d'expression ne saura porter préjudice à la dignité, à l'honneur, à la vie privée de l'individu, ni au droit à sa propre image de marque.

7) La loi interdit la diffamation du pays et de la nation, l'incitation à la guerre d'agression, à la haine nationale, de race, de classe, religieuse, l'incitation à la discrimination, au séparatisme territorial, à la violence publique, ainsi que les manifestations obscènes, contraires aux bonnes moeurs.

8) La responsabilité civile de l'information ou de l'oeuvre rendue publique incombe à l'organisateur de la manifestation artistique, à l'éditeur ou au réalisateur, à l'auteur, au propriétaire des moyens de reproduction, du poste de radio ou de télévision, dans les conditions de la loi. Les délits de presse sont déterminés par la loi.

Article 31

Le droit à l'information

- 1) Le droit des citoyens d'avoir accès à toute information publique ne peut pas être limité.
- 2) Les autorités publiques sont tenues, suivant leurs compétences, d'assurer l'information correcte des citoyens sur les affaires publiques et sur les questions d'intérêt personnel.
- 3) Le droit à l'information ne doit pas porter préjudice aux mesures de protection des jeunes ou à la sûreté nationale.
- 4) Les mass media, publics et privés, sont tenus d'informer correctement l'opinion publique.
- 5) Les services publics de radio et de télévision sont autonomes. Ils doivent garantir aux groupes sociaux et politiques importants l'exercice du droit d'antenne. L'organisation de ces services et le contrôle parlementaire de leur activité sont réglementés par une loi organique.

Article 32

Le droit à l'instruction

- 1) Le droit à l'instruction est assuré par l'enseignement général obligatoire, par l'enseignement secondaire et l'enseignement professionnel, par l'enseignement supérieur, ainsi que par d'autres formes d'instruction et de perfectionnement.
- 2) L'enseignement de tous degrés est dispensé en roumain. Dans les conditions de la loi, l'enseignement peut être dispensé aussi dans une langue de circulation internationale.
- 3) Le droit des personnes appartenant aux minorités nationales d'apprendre dans leur langue maternelle et le droit de s'instruire dans cette langue sont garantis, les modalités d'exercice de ces droits sont définies par la loi.
- 4) L'enseignement public est gratuit, conformément à la loi.
- 5) Les institutions d'enseignement, privées comprises, sont créées et déploient leur activité dans les conditions de la loi.
- 6) L'autonomie universitaire est garantie.
- 7) L'Etat garantit la liberté de l'enseignement religieux, suivant les nécessités propres à chaque culte. Dans les écoles publiques l'enseignement religieux est organisé et garanti par la loi.

Article 33

Le droit à la protection de la santé

- 1) Le droit à la protection de la santé est garanti.
- 2) L'Etat est obligé à prendre des mesures pour assurer l'hygiène et la santé publiques.
- 3) L'organisation de l'assistance médicale et du système d'assurances sociales en cas de maladie, accident, maternité et récupération, le contrôle de l'exercice des professions médicales et des activités paramédicales, ainsi que d'autres mesures de protection de la santé physique et mentale de la personne sont établis aux termes de la loi.

Article 34

Le droit de vote

- 1) Les citoyens ont le droit de vote à partir de 18 ans accomplis jusqu'à la date des élections y comprise.
- 2) N'ont pas le droit de vote les débilés et les aliénés mentaux placés sous interdiction, ni les personnes condamnées, par arrêt définitif du tribunal, à la perte des droits électoraux.

Article 35

Le droit d'être élu

- 1) Ont le droit d'être élus les citoyens ayant le droit de vote qui remplissent les conditions prévues à l'article 16, alinéa 3, s'il ne leur est pas interdit de s'associer dans des partis politiques, aux termes de l'article 37, alinéa 3.
- 2) Les candidats doivent avoir l'âge de 23 ans révolus jusqu'à la date des élections pour être élus à la Chambre des députés ou aux organismes locaux, et 35 ans pour être élus au Sénat ou à la fonction de Président de la Roumanie.

Article 36

La liberté de réunion

Les meetings, les manifestations, les processions et toute autre réunion sont libres; leur organisation et leur déroulement doivent être pacifiques, sans aucune arme.

Article 37

Le droit d'association

- 1) Les citoyens sont libres de s'associer en partis politiques, syndicats et d'autres formes d'association.

2) Les partis ou les organisations qui, par leurs buts ou leur activité, militent contre le pluralisme politique, les principes de l'état de droit, ou contre la souveraineté, l'intégrité ou l'indépendance de l'Etat sont non constitutionnels.

3) Ne peuvent être membres des partis politiques les juges de la Cour constitutionnelle, les avocats du peuple, les magistrats, les membres actifs de l'armée, les policiers et autres catégories de fonctionnaires publics établies par une loi organique.

4) Les associations à caractère secret sont interdites.

Article 38

Le travail et la protection sociale du travail

1) Le droit au travail ne peut pas être limité. Le choix de la profession et du poste de travail sont libres.

2) Les salariés ont droit à la protection sociale du travail. Les mesures de protection portent sur la sécurité et l'hygiène du travail, le régime de travail des femmes et des jeunes, le salaire minimal, le repos hebdomadaire, les vacances annuelles, le travail dans des conditions difficiles et autres situations particulières.

3) La durée normale de la journée de travail est en moyenne de huit heures.

4) Pour un travail de valeur égale, il y a égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine.

5) Le droit aux négociations collectives en matière de travail et le caractère obligatoire des conventions collectives sont garantis.

Article 39

L'interdiction du travail forcé

1) Le travail forcé est interdit.

2) Ne constitue pas travail forcé :

- a) tout service à caractère militaire ou les activités déployées à la place de ce service par les objecteurs de conscience;
- b) tout travail requis normalement d'une personne en état de détention ou durant sa mise en liberté conditionnelle;
- c) toute prestation requise dans le cas des calamités ou de tout autre danger, ainsi que toute prestation qui relève des obligations civiles normales établies par la loi.

Article 40

Le droit à la grève

1) Les salariés ont droit à la grève pour défendre leurs intérêts professionnels, économiques et sociaux.

2) La loi fixe les conditions et les limites de l'exercice de ce droit, ainsi que les garanties nécessaires pour assurer les services essentiels à la société.

Article 41

La protection de la propriété privée

1) Le droit de propriété et les créances sur l'Etat sont garantis. Le contenu et les limites de ces droits sont déterminés par la loi.

2) La propriété privée est protégée de manière égale par la loi, indifféremment du titulaire. Les étrangers et les apatrides ne peuvent pas acquérir le titre de propriété sur les terrains.

3) Nul ne peut être exproprié, sauf pour une cause d'utilité publique, déterminée conformément à la loi moyennant un juste dédommagement préalable.

4) Pour des travaux d'intérêt général, l'autorité publique peut faire usage du sous-sol de toute propriété immobilière, avec l'obligation de payer au propriétaire des dédommagements pour la dégradation du terrain, des plantations ou des constructions, ainsi que pour d'autres dégâts imputables à l'autorité.

5) Le mandat des dédommagements prévus aux alinéas 3 et 4 est fixé d'un commun accord avec le propriétaire et, en cas de divergence, par la voie de la justice.

6) Le droit de propriété oblige au respect des règlements concernant la protection du milieu environnant et du bon voisinage, ainsi que des autres tâches qui, selon la loi ou la coutume, incombent au propriétaire.

7) Les biens acquis de façon licite ne peuvent pas être confisqués. Le caractère licite des biens est présumé.

8) Les biens destinés ou utilisés pour commettre une infraction ou une contravention, ainsi que ceux qui en résultent ne peuvent être confisqués que dans les conditions de la loi.

Article 42

Le droit d'héritage

Le droit d'héritage est garanti.

Article 43

Le niveau de vie

1) L'Etat est tenu d'assurer aux citoyens un niveau de vie décent, par des mesures de développement économique et de protection sociale.

2) Les citoyens ont droit à la pension de retraite, au congé de maternité payé, à l'assistance médicale dans les établissements sanitaires d'Etat, à l'aide de chômage et à d'autres formes d'assistance sociale prévues par la loi.

Article 44

La famille

1) La famille est fondée sur le mariage librement consenti entre les conjoints, sur leur égalité et sur le droit et le devoir des parents d'assurer le développement, l'éducation et l'instruction des enfants.

2) Les conditions de conclusion, dissolution et annulation du mariage sont établies par la loi. Le mariage religieux peut être célébré seulement après le mariage civil.

3) Les enfants sont égaux devant la loi, qu'ils soient nés du mariage ou hors du mariage.

Article 45

La protection des enfants et des jeunes

1) Les enfants et les jeunes bénéficient d'un régime spécial de protection et d'assistance dans l'exercice de leurs droits.

2) L'Etat accorde des allocations familiales pour les enfants et des aides financières pour les soins portés à l'enfant malade ou handicapé. D'autres formes de protection sociale des enfants et des jeunes sont établies par la loi.

3) Il est interdit d'exploiter les mineurs, de les employer pour des travaux susceptibles de nuire à leur santé, à leur moralité ou de mettre en danger leur vie ou leur développement normal.

4) Il est interdit d'embaucher les mineurs de moins de 15 ans dans un travail salarié.

5) Les autorités publiques sont tenues de contribuer à assurer des conditions propices à la participation libre des jeunes à la vie politique, sociale, économique, culturelle et sportive du pays.

Article 46

La protection des personnes handicapées

Les personnes handicapées jouissent d'une protection spéciale. L'Etat assure la mise en oeuvre d'une politique nationale de prévention, traitement, réadaptation, enseignement, instruction et intégration sociale des handicapés, avec le respect des droits et des devoirs qui incombent aux parents et aux tuteurs.

Article 47

Le droit de pétition

- 1) Les citoyens ont le droit de s'adresser aux autorités publiques par des pétitions formulées au seul nom des signataires.
- 2) Les organisations légalement constituées ont le droit d'adresser des pétitions exclusivement au nom des collectifs qu'elles représentent.
- 3) L'exercice du droit de pétition est exempt de taxes.
- 4) Les autorités publiques sont tenues de répondre aux pétitions dans les délais et les conditions établies aux termes de la loi.

Article 48

Le droit de la personne lésée par une autorité publique

- 1) Toute personne lésée dans un de ses droits par une autorité publique, par un acte administratif ou par le fait qu'on n'a pas répondu à sa requête dans le délai prévu par la loi, est censée obtenir la reconnaissance du droit requis, l'annulation de l'acte et la réparation du dommage subi.
- 2) Les conditions et les limites de l'exercice de ce droit sont établies par une loi organique.
- 3) L'Etat a la responsabilité patrimoniale, conformément à la loi, des préjudices causés par les erreurs judiciaires commises dans les causes pénales.

Article 49

La limitation de l'exercice de certains droits ou de certaines libertés

- 1) L'exercice de certains droits ou de certaines libertés ne peut être restreint que par la loi et seulement s'il s'impose, suivant le cas, pour : défendre la sûreté nationale, l'ordre, la santé ou la morale publique, les droits et les libertés civiques; poursuivre l'instruction pénale; prévenir les conséquences d'une calamité naturelle ou d'un sinistre particulièrement grave.
- 2) La limitation doit être proportionnelle à la situation qui l'a déterminée et ne peut pas porter atteinte à l'existence du droit ou de la liberté.

CHAPITRE III

LES DEVOIRS FONDAMENTAUX

Article 50

La fidélité envers le pays

- 1) La fidélité envers le pays est sacrée.
- 2) Les personnes nommées à des fonctions publiques, ainsi que les militaires, répondent de l'accomplissement exemplaire des obligations qui leur incombent et, à cet effet, ils prêteront le serment exigé par la loi.

Article 51

Le respect de la Constitution et des lois

Le respect de la Constitution, de sa suprématie et des lois est obligatoire.

Article 52

La défense du pays

- 1) Les citoyens ont le droit et le devoir de défendre la Roumanie.
- 2) Le service militaire est obligatoire pour les hommes, citoyens roumains, qui ont l'âge de 20 ans accomplis, à l'exception des cas prévus par la loi.
- 3) Pour l'instruction en vue de satisfaire au service militaire obligatoire, les citoyens peuvent être convoqués jusqu'à l'âge de 35 ans.

Article 53

Contributions financières

- 1) Les citoyens sont tenus de contribuer, par des impôts et des taxes, aux dépenses publiques.
- 2) Le système légal d'impôts doit assurer une juste répartition des charges fiscales.
- 3) Toute autre prestation est interdite, à l'exception de celles établies par la loi, dans des situations exceptionnelles.

Article 54

L'exercice des droits et des libertés

Les citoyens roumains, les citoyens étrangers et les apatrides doivent exercer leurs droits et libertés constitutionnelles de bonne foi, sans porter atteinte aux droits et aux libertés d'autrui.

CHAPITRE IV

L'AVOCAT DU PEUPLE

Article 55

La nomination et le rôle

1) L'Avocat du peuple est nommé par le Sénat, pour une période de quatre ans, et il a la mission de défendre les droits et les libertés civiques. L'organisation et le fonctionnement de l'institution de l'Avocat du peuple sont établis par une loi organique.

2) La qualité d'Avocat du peuple est incompatible avec toute autre fonction publique ou privée.

Article 56

L'exercice des attributions

1) L'Avocat du peuple exerce ses attributions d'office ou sur requête des personnes lésées dans leurs droits et leurs libertés, dans les limites fixées par la loi.

2) Les autorités publiques sont tenues d'assurer à l'Avocat du peuple l'appui nécessaire à l'exercice de ses attributions.

Article 57

Le rapport devant le Parlement

L'Avocat du peuple présente aux deux Chambres du Parlement des rapports annuels ou sur demande. Les rapports peuvent contenir des recommandations concernant la législation ou des mesures d'autre nature, destinées à défendre les droits et les libertés civiques.

TITRE III

LES AUTORITES PUBLIQUES

CHAPITRE PREMIER

LE PARLEMENT

Section 1

Organisation et fonctionnement

Article 58

Le rôle et la structure

- 1) Le Parlement est l'organisme représentatif suprême du peuple roumain et l'unique autorité législative du pays.
- 2) Le Parlement est formé de la Chambre des députés et du Sénat.

Article 59

L'élection des Chambres

- 1) La Chambre des députés et le Sénat sont élus au suffrage universel, égal, direct, secret et librement exprimé, conformément à la loi électorale.
- 2) Les organisations des citoyens appartenant aux minorités nationales, qui ne réunissent pas aux élections le nombre de voix nécessaires pour être représentées au Parlement, ont droit chacune à un siège de député, dans les conditions de la loi électorale. Les citoyens d'une minorité nationale ne peuvent être représentés que par une seule organisation.
- 3) Le nombre des députés et des sénateurs est fixé par la loi électorale proportionnellement à la population du pays.

Article 60

La durée du mandat

- 1) La Chambre des députés et le Sénat sont élus pour un mandat de quatre ans, qui peut être prolongé, par une loi organique, en cas de guerre ou de catastrophe.
- 2) Les élections à la Chambre des députés et au Sénat ont lieu trois mois au plus tard après l'expiration du mandat ou après la dissolution du Parlement.
- 3) Le Parlement nouvellement élu se réunit, sur convocation du Président de la Roumanie, dans un délai de 20 jours tout au plus après les élections.

4) Le mandat des Chambres est prorogé jusqu'à la réunion légale du nouveau Parlement. Dans cet intervalle, on ne peut réviser la Constitution, ni adopter, modifier ou abroger des lois organiques.

5) Les projets de lois ou les propositions législatives figurant à l'ordre du jour du Parlement précédent suivent leur procédure dans le nouveau Parlement.

Article 61

L'organisation interne

1) L'organisation et le fonctionnement de chaque Chambre sont établis par leur propre règlement. Les ressources financières des Chambres sont prévues dans les budgets qu'elles approuvent elles-mêmes.

2) Chaque Chambre élit un bureau permanent. Le Président de la Chambre des députés et le Président du Sénat sont élus pour la durée des mandats des Chambres. Les autres membres des bureaux permanents sont élus au début de chaque session. Les membres des bureaux permanents peuvent être révoqués avant l'expiration du mandat.

3) Les députés et les sénateurs peuvent s'organiser en groupes parlementaires, suivant le règlement de chaque Chambre.

4) Chaque Chambre constitue ses commissions permanentes et elle peut instituer des commissions d'enquête ou autres commissions spéciales. Les deux Chambres peuvent constituer des commissions communes.

5) Les bureaux permanents et les commissions parlementaires sont formés suivant la configuration politique de chaque Chambre.

Article 62

Séances communes

1) La Chambre des députés et le Sénat se réunissent en séances séparées et en séances communes. Leurs travaux, en séance commune, se déroulent selon un règlement adopté à la majorité des voix des députés et des sénateurs.

2) Les Chambres se réunissent en séance commune pour :

- a) recevoir le message du Président de la Roumanie;
- b) approuver le budget de l'Etat et le budget des assurances sociales de l'Etat;
- c) déclarer la mobilisation générale ou partielle;
- d) déclarer l'état de guerre;
- e) suspendre ou arrêter les hostilités militaires;

- f) examiner les rapports du Conseil suprême de défense du pays et de la Cour des comptes;
- g) nommer, sur proposition du Président de la Roumanie, le Directeur du service roumain de renseignements et exercer le contrôle sur ce service;
- h) remplir d'autres attributions qui, conformément à la Constitution ou au règlement, sont exercées en séance commune.

Article 63

Les sessions

1) La Chambre des députés et le Sénat se réunissent de plein droit en deux sessions par an. La première s'ouvre au mois de février et ne peut pas durer au-delà de la fin du mois de juin. La seconde session s'ouvre au mois de septembre et ne peut pas durer au-delà de la fin du mois de décembre.

2) La Chambre des députés et le Sénat se réunissent aussi en sessions extraordinaires, sur demande du Président de la Roumanie, du bureau permanent de chaque Chambre ou d'un tiers au moins du nombre des députés ou des sénateurs.

3) C'est aux présidents des Chambres de les convoquer.

Article 64

Les actes juridiques et le quorum légal

La Chambre des députés et le Sénat adoptent des lois, des décisions et des motions, en présence de la majorité de leurs membres.

Article 65

Le caractère public des séances

- 1) Les séances des deux Chambres sont publiques.
- 2) Les Chambres peuvent décider de siéger en comité secret.

Section 2

Le statut des députés et des sénateurs

Article 66

Le mandat représentatif

- 1) Dans l'exercice de leur mandat, les députés et les sénateurs sont au service du peuple.
- 2) Tout mandat impératif est nul.

Article 67

Le mandat des députés et des sénateurs

1) Les députés et les sénateurs commencent à exercer leur mandat le jour où ils ont été déclarés élus, sous condition de la validation du mandat par la Chambre dont ils font partie.

2) La qualité de député ou de sénateur cesse lors de l'expiration du mandat ou en cas de démission, de perte des droits électoraux, d'incompatibilité ou de décès.

Article 68

Incompatibilités

1) Le cumul des mandats de député et de sénateur est interdit.

2) La qualité de député ou de sénateur est incompatible avec l'exercice de toute fonction publique d'autorité, à l'exception de celle de membre du gouvernement.

3) D'autres incompatibilités sont établies par une loi organique.

Article 69

L'immunité parlementaire

1) Aucun député ou sénateur ne peut être retenu, arrêté, perquisitionné ou poursuivi en matière pénale ou contraventionnelle sans l'autorisation de la Chambre dont il fait partie après son audience. La compétence du jugement relève de la Cour suprême de justice.

2) En cas d'infraction flagrante, le député ou le sénateur peut être retenu et soumis à la perquisition. Le Ministre de la justice informera aussitôt le Président de la Chambre de la mise en garde à vue et de la perquisition. Au cas où la Chambre saisie constate le non-lieu, elle disposera aussitôt de la révocation de cette mesure.

Article 70

L'indépendance des opinions

Les députés et les sénateurs ne peuvent pas porter la responsabilité juridique pour les votes ou les opinions politiques exprimées dans l'exercice de leur mandat.

Article 71

L'indemnité et les autres droits

Les députés et les sénateurs touchent une indemnité mensuelle. Le montant de l'indemnité et les autres droits sont fixés par la loi.

Section 3

La législation

Article 72

Catégories de lois

- 1) Le Parlement adopte des lois constitutionnelles, des lois organiques ou des lois ordinaires.
- 2) La révision de la Constitution se fait par des lois constitutionnelles.
- 3) La loi organique réglemente :
 - a) Le système électoral;
 - b) l'organisation et le fonctionnement des partis politiques;
 - c) l'organisation et le déroulement du référendum;
 - d) l'organisation du gouvernement et du Conseil suprême de défense du pays;
 - e) le régime de l'état de siège et de l'état d'urgence;
 - f) les infractions, les peines et le régime de leur exécution;
 - g) l'octroi de l'amnistie ou de la grâce collective;
 - h) l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature, des tribunaux, du ministère public et de la Cour des comptes;
 - i) le statut des fonctionnaires publics;
 - j) le contentieux administratif;
 - k) le régime juridique général de la propriété et de l'héritage;
 - l) les règles générales concernant les rapports de travail, les syndicats et la protection sociale;
 - m) l'organisation générale de l'enseignement;
 - n) le régime général des cultes;
 - o) l'organisation administrative du territoire et de la capitale, ainsi que les règles générales concernant l'autonomie locale;
 - p) l'établissement de la zone économique exclusive;
 - q) les autres domaines pour lesquels la Constitution prévoit l'adoption de lois organiques.

Article 73

L'initiative législative

1) L'initiative législative appartient au gouvernement, aux députés, aux sénateurs, ainsi qu'à un nombre minimal de 250 000 citoyens à droit de vote. L'initiative législative des citoyens doit venir d'un quart au moins des départements du pays, et chacun de ces départements ou le municipe de Bucarest doit apporter au moins 10 000 signatures à l'appui de cette initiative.

2) Ne peuvent pas faire l'objet de l'initiative législative civique les problèmes fiscaux, les problèmes internationaux, l'amnistie et la grâce.

3) Le gouvernement exerce son initiative législative en transmettant le projet de loi à l'une des Chambres.

4) Les députés, les sénateurs et les citoyens qui exercent le droit d'initiative législative ne peuvent présenter des propositions législatives que sous la forme exigée pour les projets de loi.

5) Les propositions législatives sont soumises à l'adoption de la Chambre devant laquelle elles ont été présentées.

Article 74

L'adoption des lois et des ordonnances

1) Les lois organiques et les ordonnances sur le règlement des Chambres sont adoptées par la majorité des voix des membres de chaque Chambre.

2) Les lois ordinaires et les ordonnances sont adoptées par les voix de la majorité des membres présents de chaque Chambre.

3) Sur demande du gouvernement ou de sa propre initiative, le Parlement peut adopter des projets de loi ou des propositions législatives selon la procédure d'urgence établie selon le règlement de chaque Chambre.

Article 75

L'envoi des projets de lois et des propositions législatives d'une Chambre à l'autre

Les projets de lois ou les propositions législatives adoptées par une Chambre du Parlement sont envoyés à l'autre Chambre du Parlement. Si cette dernière rejette le projet de loi ou la proposition législative, ils sont envoyés pour un nouveau débat à la Chambre qui les a adoptés. Un nouveau rejet est définitif.

Article 76

La médiation

1) Si l'une des Chambres adopte un projet de loi ou une proposition législative autrement rédigée que celle adoptée par l'autre Chambre, les présidents des Chambres entameront, par le biais d'une commission paritaire, la procédure de médiation.

2) Au cas où la commission n'arrive pas à un accord ou si l'une des Chambres n'approuve pas le rapport de la commission paritaire, les textes divergents sont soumis au débat à la Chambre des députés et du Sénat en séance commune, qui doivent adopter le texte définitif, par la majorité des voix prévues à l'article 74, alinéas 1 ou 2.

Article 77

La promulgation de la loi

1) La loi est envoyée au Président de la Roumanie, pour être promulguée. Le Président promulgue la loi dans les 20 jours qui suivent sa transmission.

2) Avant la promulgation, le Président peut demander au Parlement, une seule fois, de réexaminer la loi.

3) Au cas où le Président demande le réexamen de la loi ou la vérification de sa constitutionnalité, la promulgation de la loi se fera dans le délai de 10 jours tout au plus suivant la date de la réception de la loi adoptée après le réexamen ou de la réception de la décision de la Cour constitutionnelle, qui en confirme la constitutionnalité.

Article 78

L'entrée en vigueur de la loi

La loi entre en vigueur à la date de sa publication dans le Moniteur officiel de la Roumanie ou à la date mentionnée dans son texte.

Article 79

Le Conseil législatif

1) Le Conseil législatif est un organisme consultatif de spécialité du Parlement, qui avalise les projets d'actes normatifs en vue de systématiser, unifier et coordonner toute la législation. Il tient le registre officiel de la législation de la Roumanie.

2) La création, l'organisation et le fonctionnement du Conseil législatif sont établis par une loi organique.

CHAPITRE II

LE PRESIDENT DE LA ROUMANIE

Article 80

Le rôle du Président

1) Le Président de la Roumanie représente l'Etat roumain et il est le garant de l'indépendance nationale, de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays.

2) Le Président de la Roumanie veille au respect de la Constitution et au fonctionnement régulier des autorités publiques. Dans ce dessein le Président exerce la fonction de médiateur entre les pouvoirs de l'Etat ainsi qu'entre l'Etat et la société.

Article 81

L'élection du Président

1) Le Président de la Roumanie est élu au suffrage universel, égal, direct, secret et librement exprimé.

2) Le candidat qui a réuni, au premier tour de scrutin, la majorité des voix des électeurs inscrits sur les listes électorales est déclaré élu.

3) Au cas où aucun des candidats n'a réuni cette majorité, un deuxième tour de scrutin est organisé pour les deux premiers candidats établis dans l'ordre du nombre des voix obtenues au premier tour. Le candidat qui a obtenu le plus grand nombre des voix est déclaré élu.

4) Personne ne peut être élu à la fonction de Président de la Roumanie pour plus de deux mandats. Ces mandats peuvent être aussi successifs.

Article 82

La validation du mandat et la prestation du serment

1) Le résultat des élections à la fonction de Président de la Roumanie est validé par la Cour constitutionnelle.

2) Le candidat dont l'élection a été validée prête devant la Chambre des députés et le Sénat réunis en séance commune le serment suivant :

"Je jure de consacrer toute mon énergie et toutes mes capacités à la prospérité spirituelle et matérielle du peuple roumain, de respecter la Constitution et les lois du pays, de défendre la démocratie, les droits et les libertés fondamentales des citoyens, la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Roumanie. Que Dieu me vienne en aide !"

Article 83

La durée du mandat

- 1) Le mandat du Président de la Roumanie est de quatre ans.
- 2) Le Président de la Roumanie exerce son mandat jusqu'à la date de la prestation du serment du Président qui lui succède.
- 3) Le mandat du Président de la Roumanie peut être prolongé par une loi organique, en cas de guerre ou de catastrophe.

Article 84

Incompatibilités et immunités

- 1) Durant son mandat, le Président de la Roumanie ne peut être membre d'aucun parti et ne peut remplir aucune autre fonction publique ou privée.
- 2) Le Président de la Roumanie bénéficie d'immunités. Les dispositions de l'article 70 s'y appliquent de manière correspondante.
- 3) La Chambre des députés et le Sénat peuvent décider, en séance commune, de poursuivre en justice le Président de la Roumanie pour haute trahison, par le vote d'au moins deux tiers du nombre des députés et des sénateurs. La Haute Cour de justice a la compétence d'en juger, dans les conditions fixées par la loi. Le Président est démis de droit à la date où la condamnation reste définitive.

Article 85

La nomination du gouvernement

- 1) Le Président de la Roumanie désigne un candidat à la fonction de Premier Ministre et nomme le gouvernement suite au vote de confiance accordé par le Parlement.
- 2) En cas de remaniement du gouvernement ou de vacance de poste, il révoque et désigne, sur proposition du Premier Ministre, certains membres du gouvernement.

Article 86

La consultation du gouvernement

Le Président de la Roumanie peut consulter le gouvernement sur des affaires urgentes et d'importance particulière.

Article 87

La participation aux réunions du gouvernement

1) Le Président de la Roumanie peut participer aux réunions du gouvernement qui délibèrent sur des affaires d'intérêt national, ayant trait à la politique extérieure, à la défense du pays, à l'ordre public, et, sur demande du Premier Ministre, dans d'autres situations.

2) Le Président de la Roumanie préside les réunions du gouvernement auxquelles il participe.

Article 88

Messages

Le Président de la Roumanie adresse au Parlement des messages concernant les principales affaires politiques de la nation.

Article 89

La dissolution du Parlement

1) Après avoir consulté les présidents des deux Chambres du Parlement et des leaders des groupes parlementaires, le Président de la Roumanie peut dissoudre le Parlement, si ce dernier n'accorde pas le vote de confiance à la constitution du gouvernement dans un délai de 60 jours à compter de la première demande et seulement après le rejet de deux demandes d'investiture, tout au moins.

2) Au cours d'une année, le Parlement ne peut être dissous qu'une seule fois.

3) Le Parlement ne peut être dissous dans les six derniers mois du mandat du Président de la Roumanie, ni pendant l'état de siège ou l'état d'urgence.

Article 90

Le référendum

Après avoir consulté le Parlement, le Président de la Roumanie peut demander au peuple d'exprimer, par référendum, sa volonté dans des affaires d'intérêt national.

Article 91

Attributions dans le domaine de la politique extérieure

1) Le Président conclut des traités internationaux au nom de la Roumanie, traités déjà négociés par le gouvernement, et les soumet à la ratification du Parlement dans les 60 jours.

2) Sur proposition du gouvernement, le Président accrédite et rappelle les représentants diplomatiques de la Roumanie, et approuve l'ouverture, la fermeture ou le changement du rang des missions diplomatiques roumaines.

3) Les représentants diplomatiques des autres pays sont accrédités auprès du Président de la Roumanie.

Article 92

Attributions dans le domaine de la défense

1) Le Président de la Roumanie est le chef de l'armée et remplit la fonction de Président du Conseil suprême de défense du pays.

2) Il peut décréter, sur approbation préalable du Parlement, la mobilisation partielle ou générale de l'armée. Seulement dans des cas exceptionnels, la décision du Président peut être soumise ultérieurement à l'approbation du Parlement, dans un délai maximum de cinq jours après son adoption.

3) En cas d'agression contre le pays, le Président de la Roumanie prend les mesures nécessaires pour repousser l'attaque et les communiquer aussitôt au Parlement par un message. Si le Parlement n'est pas en session, il se réunira de plein droit dans les 24 heures suivant le déclenchement de l'agression.

Article 93

Mesures exceptionnelles

1) Le Président de la Roumanie institue, conformément à la loi, l'état de siège ou l'état d'urgence dans tout le pays ou dans certaines localités et demande au Parlement d'approuver la mesure prise, dans le délai de cinq jours.

2) Si le Parlement n'est pas en session, il sera convoqué de plein droit dans les 24 heures suivant l'institution de l'état de siège ou de l'état d'urgence et fonctionnera sur toute la durée de l'état exceptionnel.

Article 94

Autres attributions

Le Président de la Roumanie a également les attributions suivantes :

- a) décerner des décorations et des titres d'honneur;
- b) conférer les grades de maréchal, de général et d'amiral;
- c) nommer aux fonctions publiques, dans les conditions prévues par la loi;
- d) accorder la grâce individuelle.

Article 95

La suspension des fonctions

1) Au cas où le Président commet des actes graves qui contreviennent à la Constitution, il peut être suspendu de ses fonctions par la Chambre des députés et le Sénat, réunis en séance commune, au suffrage de la majorité des députés et des sénateurs, après consultation de la Cour constitutionnelle. Le Président peut donner au Parlement des explications concernant les faits qui lui sont imputés.

2) La proposition de suspension des fonctions peut être faite par au moins un tiers du total des députés et des sénateurs et elle est communiquée aussitôt au Président.

3) Si la proposition de suspension des fonctions est approuvée, il sera organisé, dans le délai de 30 jours, un référendum pour la destitution du Président.

Article 96

La vacance de la fonction

1) La vacance de la fonction du Président de la Roumanie intervient en cas de démission, de destitution des fonctions, d'empêchement définitif d'exercer les attributions ou de décès.

2) Dans le délai de trois mois de la date où la vacance de la fonction de Président de la Roumanie est intervenue, le gouvernement organisera des élections pour un nouveau Président.

Article 97

L'intérim de la fonction

1) Si la fonction de Président devient vacante, si le Président est révoqué de ses fonctions ou s'il ne peut, à cause d'un empêchement temporaire, exercer ses attributions, l'intérim est assuré, en ordre, par le Président du Sénat, par le Président de la Chambre des députés.

2) Les attributions prévues aux articles 88 à 90 ne peuvent pas être exercées pour la durée de l'intérim de la fonction présidentielle.

Article 98

Les responsabilités du président intérimaire

Si la personne qui assure l'intérim de la fonction de Président de la Roumanie commet des faits graves, qui transgressent les dispositions de la Constitution, on applique les articles 95 et 97.

Article 99

Les actes émis par le Président

- 1) Dans l'exercice de ses attributions, le Président de la Roumanie émet des décrets qui seront publiés dans le Moniteur officiel de la Roumanie. La non-publication attire l'inexistence du décret.
- 2) Les décrets émis par le Président de la Roumanie dans l'exercice de ses attributions prévues aux articles 91, alinéas 1 et 2; 92, alinéas 2 et 3; 93, alinéa 1, 94 lettres a), b) et d) sont contresignés par le Premier Ministre.

Article 100

Le traitement et les autres droits

Le traitement et les autres droits du Président de la Roumanie sont fixés par la loi.

CHAPITRE III

LE GOUVERNEMENT

Article 101

Le rôle et la structure

- 1) Le gouvernement, conformément à son programme de gouvernement approuvé par le Parlement, assure la mise en oeuvre de la politique intérieure et extérieure du pays et exerce la direction générale de l'administration publique.
- 2) Pour remplir ses attributions, le gouvernement collabore avec les organismes sociaux intéressés.
- 3) Le gouvernement est composé du Premier Ministre, des ministres, ainsi que d'autres membres établis par une loi organique.

Article 102

L'investiture

- 1) Le Président de la Roumanie désigne un candidat à la fonction de Premier Ministre, à la suite de la consultation du parti qui a la majorité absolue dans le Parlement ou, si cette majorité n'existe pas, des partis représentés au Parlement.
- 2) Le candidat à la fonction de Premier Ministre demandera, dans le délai de 10 jours de sa désignation, le vote de confiance du Parlement sur le programme et la liste complète du gouvernement.

3) Le programme et la liste du gouvernement sont débattus par la Chambre des députés et par le Sénat, en séance commune. Le Parlement accorde sa confiance au gouvernement au suffrage de la majorité des députés et des sénateurs.

Article 103

Le serment de foi

1) Le Premier Ministre, les ministres et les autres membres du gouvernement prêteront individuellement, devant le Président de la Roumanie, le serment prévu à l'article 82.

2) Le gouvernement dans sa généralité et chacun de ses membres exercent leur mandat à partir de la date de la prestation du serment.

Article 104

Incompatibilités

1) La fonction de membre du gouvernement est incompatible avec l'exercice d'une autre fonction publique d'autorité, exception faite de celle de député ou de sénateur. Elle est incompatible avec l'exercice d'une fonction de représentation professionnelle rétribuée dans le cadre des organisations à but commercial.

2) Les autres incompatibilités sont établies par une loi organique.

Article 105

La cessation de la fonction de membre du gouvernement

La fonction de membre du gouvernement cesse à la suite de la démission, de la révocation, de la perte des droits électoraux, de l'état d'incompatibilité, du décès, ainsi qu'en d'autres cas prévus par la loi.

Article 106

Le Premier Ministre

1) Le Premier Ministre dirige le gouvernement et coordonne l'activité de ses membres, en respectant les attributions qui leur incombent. De même, il présente à la Chambre des députés ou au Sénat des rapports et des déclarations sur la politique du gouvernement, qui sont débattus en priorité.

2) Si le Premier Ministre est dans l'une des situations prévues à l'article 105 ou s'il est dans l'impossibilité d'exercer ses attributions, le Président de la Roumanie désignera un autre membre du gouvernement comme Premier Ministre par intérim, pour remplir les attributions du Premier Ministre, jusqu'à la formation du nouveau gouvernement. L'intérim, pour la période où le Premier Ministre est dans l'impossibilité d'exercer ses attributions, cesse si celui-ci reprend son activité au gouvernement.

3) Les dispositions de l'alinéa 2 s'appliquent également d'une manière correspondante aux autres membres du gouvernement, sur proposition du Premier Ministre, pour un délai de 45 jours tout au plus.

Article 107

Les actes du gouvernement

- 1) Le gouvernement adopte des décisions et des ordonnances.
- 2) Les décisions sont émises pour organiser l'exécution des lois.
- 3) Les ordonnances sont émises en vertu d'une loi temporaire d'habilitation, dans les limites et les conditions qu'elle prévoit.
- 4) Les décisions et les ordonnances adoptées par le gouvernement sont signées par le Premier Ministre, contresignées par les ministres chargés de leur mise en exécution et publiées ensuite dans le Moniteur officiel de la Roumanie. La non-publication de ces textes entraîne l'inexistence de la décision ou de l'ordonnance respective. Les décisions à caractère militaire ne sont communiquées qu'aux institutions intéressées.

Article 108

La responsabilité des membres du gouvernement

- 1) Le gouvernement est politiquement responsable devant le Parlement de toute son activité. Chaque membre du gouvernement a une responsabilité politique solidaire des autres membres pour l'activité du gouvernement et pour ses actes.
- 2) Seuls la Chambre des députés, le Sénat et le Président de la Roumanie ont le droit de demander la poursuite pénale des membres du gouvernement pour les faits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Si une enquête pénale a été demandée, le Président de la Roumanie peut disposer la suspension de leurs fonctions. La traduction en justice d'un membre du gouvernement entraîne la suspension de ses fonctions. La compétence du jugement relève de la Cour suprême de justice.
- 3) Les cas de responsabilité et les peines infligeables aux membres du gouvernement sont réglementés par la loi sur la responsabilité ministérielle.

Article 109

La cessation du mandat

- 1) Le gouvernement exerce son mandat jusqu'à la date où les élections parlementaires générales sont validées.
- 2) Le gouvernement est démis à la date où le Parlement retire sa confiance ou bien si le Premier Ministre se trouve dans une des situations prévues à l'article 105, ou s'il est dans l'impossibilité d'exercer ses attributions au-delà de 45 jours.

3) Dans les situations prévues à l'alinéa 2 sont applicables les dispositions de l'article 102.

4) Le gouvernement sortant, conformément aux alinéas 1 et 2, accomplit seulement les actes nécessaires pour l'administration des affaires publiques, jusqu'à la prestation du serment par les membres du nouveau gouvernement.

CHAPITRE IV

LES RAPPORTS DU PARLEMENT AVEC LE GOUVERNEMENT

Article 110

L'information du Parlement

1) Le gouvernement et les autres organismes de l'administration publique sont obligés, dans le cadre du contrôle parlementaire de leur activité, à présenter les informations et les documents requis par la Chambre des députés, le Sénat ou les commissions parlementaires, par le biais de leurs présidents. Au cas où une initiative législative comporte la modification des dispositions du budget de l'Etat ou du budget des assurances sociales d'Etat, la demande de l'information devient obligatoire.

2) Les membres du gouvernement ont accès aux travaux du Parlement. Si leur présence est requise, la participation y devient obligatoire.

Article 111

Questions et interpellations

1) Le gouvernement et chacun de ses membres sont obligés de répondre aux questions ou aux interpellations formulées par les députés et sénateurs.

2) La Chambre des députés ou le Sénat peuvent adopter une motion par laquelle ils expriment leur position concernant la question qui fait l'objet de l'interpellation.

Article 112

La motion de censure

1) La Chambre des députés et le Sénat, en séance commune, peuvent retirer la confiance accordée au gouvernement, en adoptant une motion de censure au suffrage de la majorité des députés et sénateurs.

2) La motion de censure peut être initiée par au moins un quart des députés et sénateurs et elle est communiquée au gouvernement à la date de son dépôt.

3) La motion de censure est débattue dans le délai de trois jours suivant sa présentation devant la séance commune des deux chambres.

4) Si la motion de censure a été rejetée, les députés et les sénateurs qui l'ont signée ne peuvent pas initier, au cours de la même session, une nouvelle motion de censure, sauf si le gouvernement engage sa responsabilité conformément à l'article 113.

Article 113

L'engagement de la responsabilité du gouvernement

1) Le gouvernement peut engager sa responsabilité devant la Chambre des députés et le Sénat, en séance commune, à propos d'un programme, d'une déclaration de politique générale ou d'un projet de loi.

2) Le gouvernement est démis si une motion de censure, déposée dans un délai de trois jours de la date de la présentation du programme, de la déclaration de politique générale ou du projet de loi, a été votée dans les conditions prévues à l'article 112.

3) Si le gouvernement n'a pas été démis aux termes de l'alinéa 2, le projet de loi présenté est considéré comme adopté, et le programme ou la déclaration de politique générale devient obligatoire pour le gouvernement.

4) Au cas où le Président de la Roumanie demande le réexamen de la loi adoptée, aux termes de l'alinéa 3, les débats en marge de celle-ci ont lieu en séance commune des deux chambres.

Article 114

La délégation législative

1) Le Parlement peut adopter une loi spéciale habilitant le gouvernement à émettre des ordonnances dans des domaines qui ne font pas l'objet des lois organiques.

2) La loi d'habilitation fixera obligatoirement le domaine et la date jusqu'à laquelle des ordonnances peuvent être émises.

3) Si la loi d'habilitation l'exige les ordonnances sont soumises à l'approbation du Parlement, selon la procédure législative, jusqu'à l'expiration du délai d'habilitation. Le non-respect du délai fait cesser les effets de l'ordonnance.

4) Dans des cas exceptionnels, le gouvernement peut adopter des ordonnances d'urgence. Celles-ci entrent en vigueur seulement après leur dépôt au Parlement en vue de l'approbation. Si le Parlement n'est pas en session, il se réunira de plein droit.

5) L'approbation ou le rejet des ordonnances se fait par une loi qui inclura aussi les ordonnances dont les effets ont cessé conformément à l'alinéa 3.

CHAPITRE V

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Section 1

L'administration publique centrale de spécialité

Article 115

La structure

- 1) Les ministères sont directement subordonnés au gouvernement.
- 2) D'autres organismes de spécialité sont subordonnés au gouvernement ou aux ministères, pouvant s'organiser également comme autorités administratives autonomes.

Article 116

La constitution

- 1) Les ministères se constituent, s'organisent et fonctionnent conformément à la loi.
- 2) Le gouvernement et les ministères peuvent constituer, avec l'avis de la Cour des comptes, des organismes de spécialité qui leur soient subordonnés, à la seule condition que la loi leur reconnaisse cette compétence.
- 3) Des autorités administratives autonomes peuvent être constituées par une loi organique.

Article 117

L'armée

- 1) L'armée est subordonnée exclusivement à la volonté du peuple, pour garantir la souveraineté, l'indépendance et l'unité de l'Etat, l'intégrité territoriale du pays et la démocratie constitutionnelle.
- 2) La structure du système national de défense, l'organisation de l'armée, la préparation de la population, de l'économie et du territoire pour la défense, ainsi que le statut des cadres militaires, sont déterminés par une loi organique.
- 3) Les dispositions des alinéas 1 et 2 s'appliquent d'une manière correspondante à la police et aux services de renseignements de l'Etat, ainsi qu'aux autres forces armées.
- 4) L'organisation d'activités militaires ou paramilitaires est interdite en dehors d'une autorité d'Etat.
- 5) Des troupes étrangères ne peuvent pénétrer sur le territoire de la Roumanie ou le traverser que dans les conditions établies par la loi.

Article 118

Le Conseil suprême de défense du pays

Le Conseil suprême de défense du pays organise et coordonne de façon unitaire les activités relevant de la défense du pays et de la sûreté nationale.

Section 2

L'administration publique locale

Article 119

Principes de base

L'administration publique, dans les unités administratives territoriales, est basée sur les principes de l'autonomie locale et de la décentralisation des services publics.

Article 120

Autorités communales et urbaines

- 1) Les autorités de l'administration publique, qui assurent l'autonomie locale dans les communes et les villes, sont les conseils locaux élus et les maires élus, dans les conditions prévues par la loi.
- 2) Les conseils locaux et les maires fonctionnent comme des autorités administratives autonomes et coordonnent les affaires publiques des communes et des villes, dans les conditions prévues par la loi.
- 3) Les autorités prévues à l'alinéa 1 peuvent se constituer aussi dans les subdivisions administratives-territoriales des municipes.

Article 121

Le conseil départemental

- 1) Le conseil départemental est l'autorité de l'administration publique qui coordonne l'activité des conseils communaux et urbains en vue de réaliser les services publics d'intérêt départemental.
- 2) Le conseil départemental est élu et fonctionne dans les conditions de la loi.

Article 122

Le préfet

- 1) Le gouvernement nomme un préfet dans chaque département et dans le municipe de Bucarest.

2) Le préfet est le représentant du gouvernement au plan local et il dirige les services publics décentralisés des ministères et des autres organismes centraux des unités administratives territoriales.

3) Les attributions du préfet sont établies aux termes de la loi.

4) Le préfet peut attaquer, devant le tribunal de contentieux administratif, un acte du conseil départemental, du conseil local ou du maire, au cas où il considère l'acte comme illégal. L'acte attaqué est suspendu de droit.

CHAPITRE VI

L'AUTORITE JUDICIAIRE

Section 1

Les instances judiciaires

Article 123

L'administration de la justice

1) La justice est administrée au nom de la loi.

2) Les juges sont indépendants et ils ne se soumettent qu'à la loi.

Article 124

Le statut des juges

1) Les juges nommés par le Président de la Roumanie sont inamovibles, aux termes de la loi. Le président et les autres juges de la Cour suprême de justice sont nommés pour une période de six ans. Ils peuvent être reconduits à leurs fonctions. La promotion, le transfert et la sanction des juges ne peuvent être disposés que par le Conseil supérieur de la magistrature, dans les conditions prévues par la loi.

2) La fonction de juge est incompatible avec toute autre fonction publique ou privée, les fonctions didactiques dans l'enseignement supérieur exceptées.

Article 125

Les instances judiciaires

1) La justice est exercée par la Cour suprême de justice et par les autres instances judiciaires établies par la loi.

2) Il est interdit de créer des instances extraordinaires.

3) La compétence et la procédure de jugement sont fixées par la loi.

Article 126

Le caractère public des débats

Les séances de jugement sont publiques, sauf les cas où la loi en dispose autrement.

Article 127

Droit d'avoir un interprète

1) La procédure judiciaire se déroule en roumain.

2) Les citoyens appartenant aux minorités nationales ainsi que les personnes qui ne comprennent ou ne parlent pas le roumain ont le droit de prendre connaissance de tous les actes et des pièces du dossier, ainsi que le droit de parler en instance et de tirer des conclusions par l'intermédiaire d'un interprète; dans les procès pénaux, ce droit est assuré gratuitement.

Article 128

L'utilisation des voies d'attaque

Les parties concernées et le ministère public peuvent utiliser les voies légales d'attaque contre les arrêtés du tribunal.

Article 129

La police des instances

La police est mise à la disposition des instances judiciaires.

Section 2

Le ministère public

Article 130

Le rôle du ministère public

1) Dans l'activité judiciaire, le ministère public représente les intérêts généraux de la société, il défend l'ordre de droit, tout comme les droits et les libertés civiques.

2) Le ministère public exerce ses attributions par des procureurs constitués en parquets, dans les conditions de la loi.

Article 131

Le statut des procureurs

1) Les procureurs exercent leur activité selon les principes de la légalité, de l'impartialité et du contrôle hiérarchique, sous l'autorité du Ministre de la justice.

2) La fonction de procureur est incompatible avec toute autre fonction publique ou privée, les fonctions didactiques dans l'enseignement supérieur exceptées.

Section 3

Le Conseil supérieur de la magistrature

Article 132

La composition

Le Conseil supérieur de la magistrature est formé de magistrats élus pour un mandat de quatre ans, par la Chambre des députés et le Sénat, en séance commune.

Article 133

Attributions

1) Le Conseil supérieur de la magistrature propose au Président de la Roumanie la nomination des juges et des procureurs, à l'exception des stagiaires, dans les conditions prévues par la loi. Dans ce cas, les travaux sont présidés, sans droit de vote, par le Ministre de la justice.

2) Le Conseil supérieur de la magistrature a le rôle de conseil de discipline des juges. Dans ce cas, les travaux sont présidés par le Président de la Cour suprême de justice.

TITRE IV

L'ECONOMIE ET LES FINANCES PUBLIQUES

Article 134

L'économie

1) L'économie de la Roumanie est une économie de marché.

2) L'Etat doit assurer :

- a) la liberté du commerce, la protection de la concurrence loyale, la création du cadre favorable à la mise en valeur de tous les facteurs de la production;

- b) La protection des intérêts nationaux dans les activités économique, financière et monétaire;
- c) l'encouragement de la recherche scientifique nationale;
- d) l'exploitation des ressources naturelles, en conformité avec l'intérêt national;
- e) la protection de l'environnement et la préservation de l'équilibre écologique;
- f) la création des conditions nécessaires à la hausse de la qualité de la vie.

Article 135

La propriété

- 1) L'Etat protège la propriété.
- 2) La propriété est publique ou privée.
- 3) La propriété publique appartient à l'Etat ou aux unités administratives territoriales.
- 4) Les richesses de toute sorte du sous-sol, les voies de communication, l'espace aérien, les eaux qui peuvent produire la force motrice et celles qui peuvent être utilisées dans l'intérêt public, les plages, la mer territoriale, les ressources naturelles de la zone économique et du plateau continental, ainsi que d'autres biens établis par la loi font l'objet exclusif de la propriété publique.
- 5) Les biens qui forment la propriété publique sont inaliénables. Dans les conditions de la loi, ils peuvent être administrés par les régions autonomes ou les institutions publiques, concédés ou loués.
- 6) La propriété privée est inviolable aux termes de la loi.

Article 136

Le système financier

- 1) La formation, l'administration, l'utilisation et le contrôle des ressources financières de l'Etat, des unités administratives territoriales et des institutions publiques sont réglementés par la loi.
- 2) La monnaie nationale est le leu, et sa subdivision est le ban.

Article 137

Le budget public national

- 1) Le budget public comporte le budget d'Etat, le budget des assurances sociales d'Etat et les budgets locaux des communes, des villes et des départements.
- 2) Le gouvernement élabore annuellement les projets du budget d'Etat et du budget des assurances sociales d'Etat, qu'il soumet, séparément, à l'approbation du Parlement.
- 3) Si la loi du budget d'Etat et la loi du budget des assurances sociales d'Etat ne sont pas adoptées au moins trois jours avant l'expiration de l'exercice budgétaire, le budget d'Etat et le budget des assurances sociales d'Etat de l'année précédente sont appliqués jusqu'à l'adoption des nouveaux budgets.
- 4) Les budgets locaux sont élaborés, approuvés et exécutés dans les conditions de la loi.
- 5) Aucune dépense budgétaire ne peut être approuvée sans que la source de financement ne soit spécifiée.

Article 138

Impôts, taxes

- 1) Les impôts, les taxes et toutes autres recettes du budget d'Etat et du budget des assurances sociales d'Etat sont fixés uniquement par la loi.
- 2) Les impôts et les taxes locaux sont fixés par les conseils locaux et les conseils départementaux dans les limites et les conditions prévues par la loi.

Article 139

La Cour des comptes

- 1) La Cour des comptes exerce le contrôle sur le mode de formation, d'administration et d'utilisation des ressources financières de l'Etat et du secteur public. Dans les conditions de la loi, la Cour exerce aussi des attributions juridictionnelles.
- 2) La Cour des comptes présente chaque année au Parlement un rapport sur les comptes de gestion du budget public national pendant l'exercice budgétaire expiré, incluant les irrégularités constatées.
- 3) Sur demande de la Chambre des députés ou du Sénat, la Cour des comptes contrôle la gestion des ressources publiques et dresse des rapports sur ses constatations.
- 4) Les membres de la Cour des comptes nommés par le Parlement sont indépendants et inamovibles, aux termes de la loi. Ils sont soumis aux incompatibilités que la loi stipule pour les juges.

TITRE V

LA COUR CONSTITUTIONNELLE

Article 140

La structure

1) La Cour constitutionnelle est formée de neuf juges, nommés pour un mandat de neuf ans, qui ne peut pas être prolongé ni reconduit.

2) Trois juges sont nommés par la Chambre des députés, trois par le Sénat et trois par le Président de la Roumanie.

3) Les juges à la Cour constitutionnelle en élisent, au suffrage secret, le président pour un mandat de trois ans.

4) La Cour constitutionnelle est renouvelable par tiers, tous les trois ans, dans les conditions prévues par une loi organique.

Article 141

Conditions de nomination

Les juges à la Cour constitutionnelle doivent avoir une formation juridique supérieure, une haute compétence professionnelle et une expérience d'au moins 18 ans dans l'activité juridique ou dans l'enseignement juridique supérieur.

Article 142

Incompatibilités

La fonction de juge à la Cour constitutionnelle est incompatible avec toute autre fonction publique ou privée, les fonctions didactiques dans l'enseignement juridique supérieur exceptées.

Article 143

L'indépendance et l'inamovibilité

Les juges à la Cour constitutionnelle sont indépendants dans l'exercice de leur mandat et inamovibles pour la durée de celui-ci.

Article 144

Attributions

La Cour constitutionnelle a les attributions suivantes :

a) Se prononcer sur la constitutionnalité des lois, avant leur promulgation, à la saisine du Président de la Roumanie, du président de l'une des Chambres du Parlement, du gouvernement, de la Cour suprême de justice, d'au moins 50 députés ou 25 sénateurs, ainsi que, d'office, sur les initiatives de révision de la Constitution;

b) Se prononcer sur la constitutionnalité des règlements du Parlement, à la saisine du président d'une des deux Chambres, d'un groupe parlementaire ou d'au moins 50 députés ou 25 sénateurs;

c) Décider des exceptions soulevées devant les instances judiciaires concernant l'inconstitutionnalité des lois et des ordonnances;

d) Veiller à la régularité de la procédure d'élection du Président de la Roumanie et confirmer les résultats du suffrage;

e) Constater l'existence des circonstances qui justifient l'intérim dans l'exercice de la fonction de Président de la Roumanie et communiquer ses constatations au Parlement et au gouvernement;

f) Donner un avis consultatif sur la proposition de suspension du Président de la Roumanie de ses fonctions;

g) Veiller à la régularité de la procédure d'organisation et de déroulement du référendum et en confirmer les résultats;

h) Vérifier si les conditions sont réunies pour l'exercice de l'initiative législative par les citoyens;

i) Décider des contestations qui ont pour objet la constitutionnalité d'un parti politique.

Article 145

Les décisions de la Cour constitutionnelle

1) Dans les cas d'inconstitutionnalité constatés selon l'article 144, lettres a) et b), la loi ou le règlement sont réexaminés. Si la loi est adoptée sous la même forme à une majorité d'au moins deux tiers des membres de chaque Chambre, l'objection d'inconstitutionnalité est éliminée et la promulgation devient obligatoire.

2) Les décisions de la Cour constitutionnelle sont obligatoires et ne portent que sur l'avenir. Elles sont publiées dans le Moniteur officiel de la Roumanie.

TITRE VI

LA REVISION DE LA CONSTITUTION

Article 146

L'initiative de la révision

1) La révision de la Constitution peut être initiée par le Président de la Roumanie, sur proposition du gouvernement, d'au moins un quart du nombre des députés ou des sénateurs, ou d'au moins 500 000 citoyens à droit de vote.

2) Les citoyens qui ont l'initiative de la révision de la Constitution doivent provenir d'au moins une moitié des départements du pays, et chacun de ces départements ou le municipe de Bucarest doit recueillir au moins 20 000 signatures à l'appui de cette initiative.

Article 147

La procédure de révision

1) Le projet ou la proposition de révision doivent être adoptés par la Chambre des députés et le Sénat, avec une majorité d'au moins deux tiers du nombre des membres de chaque Chambre.

2) Si l'on n'aboutit pas à un accord par la procédure de médiation, la Chambre des députés et le Sénat, réunis en séance commune, décident au suffrage d'au moins trois quarts du nombre des députés et des sénateurs.

3) La révision est définitive après son approbation par référendum, organisé dans les 30 jours suivant l'adoption du projet ou de la proposition de révision.

Article 148

Les limites de la révision

1) Les dispositions de la présente Constitution concernant le caractère national, indépendant, unitaire et indivisible de l'Etat roumain, la forme du gouvernement (la république), l'intégrité du territoire, l'indépendance de la justice, le pluralisme politique et la langue officielle ne peuvent faire l'objet de la révision.

2) Par ailleurs, aucune révision ne peut être acceptée si elle a pour résultat la suppression des droits et des libertés fondamentales des citoyens ou de leurs garanties.

3) La Constitution ne peut être révisée pendant l'état de siège ou d'urgence, ni en temps de guerre.

TITRE VII

DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

Article 149

L'entrée en vigueur

La présente Constitution entre en vigueur à la date de son approbation par référendum. A la même date, la Constitution du 21 août 1965 est totalement et irrévocablement abrogée.

Article 150

Le conflit temporel des lois

1) Les lois et tous les autres actes normatifs restent en vigueur dans la mesure où ils ne contreviennent pas à la présente Constitution.

2) Le Conseil législatif examinera, dans un délai de 12 mois suivant la date de l'entrée en vigueur de sa loi d'organisation, la conformité de la législation avec la présente Constitution et il avancera, au Parlement ou, le cas échéant, au gouvernement, des propositions adéquates.

Article 151

Les institutions existantes

1) Les institutions de la république existant à la date de l'entrée en vigueur de la présente Constitution restent en fonction jusqu'à la constitution des nouvelles institutions.

2) La nouvelle Cour suprême de justice sera nommée, dans les conditions de la loi, par la Chambre des députés et le Sénat, réunis en séance commune, sur proposition du Président de la Roumanie, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

Article 152

Les institutions futures

1) La Cour constitutionnelle et la Cour des comptes seront créées dans un délai de six mois à compter de la date de l'entrée en vigueur de la Constitution.

2) Les juges de la première Cour constitutionnelle sont nommés pour un mandat de trois, six et neuf ans respectivement. Le Président de la Roumanie, la Chambre des députés et le Sénat désignent chacun un juge pour chaque mandat.